



**RAPPORT DU PRESIDENT DE L'UIP SUR SES ACTIVITES  
DEPUIS LA 192<sup>ème</sup> SESSION DU CONSEIL DIRECTEUR**

Les six derniers mois ont été pour le moins chargés. J'ai été invité à représenter l'UIP à plusieurs événements importants et il m'a fallu décliner plus d'une invitation. Je me suis néanmoins efforcé de m'acquitter de mes obligations de Président de l'UIP, que j'ai représentée à un certain nombre de manifestations régionales et internationales pour faire mieux connaître l'UIP et promouvoir ses idéaux. J'ai entretenu un dialogue permanent avec le Secrétaire général sur différentes questions concernant l'UIP, ainsi que sur des sujets d'importance internationale.

A peine terminée l'Assemblée de Quito, j'ai assisté, avec le Secrétaire général, au Quatrième Forum de consultation des Présidents de parlement du G20 qui s'est tenu à Mexico, du 3 au 5 avril. J'y ai prononcé une allocution d'ouverture, dans laquelle j'ai mis l'accent principalement sur le programme de développement pour l'après-2015 et sur les futurs objectifs de développement durable.

Insistant sur le fait que la croissance ne pouvait à elle seule répondre aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux de notre époque, j'ai appelé à adopter une autre approche fondée sur le bien-être dans toutes ses dimensions – le fameux "bien-vivre" dont nous avons si longuement débattu à Quito.

J'ai mis en avant le déficit démocratique et le besoin d'une transparence, d'une reddition de comptes et d'une participation accrues, en particulier s'agissant de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce. J'ai souligné l'importance de mettre en place des contrôles et une réglementation plus stricts, pour faire contrepoids à l'influence considérable des lobbys sur le secteur financier.

J'ai salué la décision prise par les pays du G20 de travailler ensemble à la lutte contre la violence sexuelle dans les situations de conflit, qui faisait écho dans une grande mesure à la Déclaration du Président sur les violences sexuelles prononcée quelques jours auparavant à l'Assemblée de Quito.

Invité par l'Union interparlementaire arabe (UIPA), je me suis rendu à Koweït où j'ai assisté à la 19<sup>ème</sup> Conférence de cette organisation, les 9 et 10 avril. La Conférence a débattu entre autres de la situation dans les Etats arabes, du besoin de solidarité et de coopération, ainsi que des réformes engagées au lendemain du Printemps arabe. L'UIPA s'est félicitée des bonnes relations qu'elle entretient avec l'UIP et a mis en avant l'aide apportée par l'UIP à plusieurs parlements arabes, notamment en Egypte, en Lybie et en Syrie suite au Printemps arabe.

Comme indiqué précédemment, j'ai malheureusement dû refuser plusieurs invitations. Toutefois, j'ai rédigé un message succinct pour les réunions auxquelles je n'ai pas pu participer, souhaitant que leurs délibérations soient fructueuses.

Je me suis rendu au Siège de l'UIP à deux reprises ces six derniers mois, pour m'entretenir avec le Secrétaire général et le personnel d'encadrement. Lors de ma première visite, les 15 et 16 mai, nous avons discuté notamment de la progression de la Stratégie de l'UIP pour 2012-2017, du logo de l'UIP et de la procédure de sélection du prochain Secrétaire général. J'ai également pris part à une conférence téléphonique du Sous-Comité des finances et été informé des grandes lignes du budget de 2014.

Lors de ma deuxième visite, du 21 au 23 juillet, le Secrétaire général et l'équipe de direction m'ont consulté sur un certain nombre de sujets, au premier rang desquels figurait la question des visas pour la 130<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP devant se tenir à Bakou en avril 2014. J'ai reçu des informations actualisées sur différentes questions concernant les Membres, sur la procédure de sélection du nouveau Secrétaire général, l'établissement du budget 2014 et l'identité visuelle de l'UIP, et plus précisément sur son logo. Nous avons débattu de la possibilité d'organiser une mission en Syrie, de la préparation de la prochaine Conférence des Présidents de parlement en 2015 ainsi que d'autres réunions à venir. Enfin, j'ai à nouveau participé à une conférence téléphonique du Sous-Comité des finances le 23 juillet.

Les 5 et 6 juin, j'ai accueilli, avec le Parlement marocain, un Séminaire régional UIP-PNUD qui avait pour thème "L'évolution de la relation entre citoyen(ne)s et Parlement dans la région arabe", chez moi, à Rabat, au Maroc. Ce séminaire visait entre autres à faire la promotion de l'édition arabe du Rapport parlementaire mondial, un ouvrage sans précédent publié conjointement par l'UIP et le PNUD, et à assurer le lancement de l'interface arabe du Portail de développement parlementaire AGORA. Les participants qui se sont intéressés avant tout à la représentation parlementaire dans le monde arabe se sont interrogés sur ce qu'il convenait de faire pour répondre aux attentes des citoyens, sur l'utilité de codes de conduite et sur la bonne utilisation des médias sociaux par les parlementaires.

J'ai également adressé un message au Parlement du Bangladesh, à l'occasion d'une séance spéciale tenue le 8 juin pour le lancement d'un document d'orientation fondé sur une étude sur l'intégration du genre menée au Parlement. J'y ai félicité la nouvelle Présidente du Parlement, première femme à occuper cette fonction prestigieuse dans l'histoire du Bangladesh, et complimenté le Parlement pour son travail d'avant-garde en faveur de l'égalité hommes-femmes. Rappelant l'adhésion de l'UIP aux initiatives prises par le Parlement bangladais, j'ai exprimé l'espoir que, partout dans le monde, d'autres parlements suivraient son exemple pour se muer en institutions sensibles au genre.

J'ai prononcé une allocution d'ouverture à l'occasion de la 13<sup>ème</sup> Conférence parlementaire afro-arabe, qui s'est tenue à Rabat les 26 et 27 juin. Afin de promouvoir la coopération afro-arabe, j'ai mis l'accent sur le besoin de soutenir l'économie des pays d'Afrique et de la région arabe, en particulier à travers des projets économiques conjoints. J'ai également mis en avant le besoin d'assurer le respect des religions et des lieux saints dans les deux régions. A cet égard, j'ai souligné le rôle que les parlements africains et arabes doivent jouer dans la protection des cultures nationales face à la mondialisation.

J'ai été invité à participer en qualité d'expert à un débat thématique sur la contribution du Conseil économique et social à l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, le 4 juillet, à Genève, dans le cadre de l'édition 2013 de la session de fond du Conseil. Bien que je n'aie pas pu assister en personne à cette réunion, l'UIP y a été représentée par le député belge François-Xavier de Donnea. Celui-ci a plaidé avec conviction en mon nom pour que les parlements soient associés à la mise au point des objectifs qui doivent succéder aux Objectifs du Millénaire pour le développement.

Par ailleurs, lorsque j'ai appris que le Président Mohammed Morsi avait été déchu le 4 juillet, j'ai fait une déclaration sans équivoque appelant à un retour immédiat à la démocratie, dans laquelle j'ai dit : "A maintes reprises ces deux dernières années, le peuple égyptien a manifesté son désir de vivre dans une société démocratique, où il pourrait jouir des libertés individuelles et collectives et prendre part à tous les aspects de la vie publique. Ses aspirations doivent être respectées à tout prix.

J'ai appelé le pouvoir intérimaire à organiser des élections présidentielles et législatives libres et régulières, tout en défendant l'état de droit et une justice impartiale. J'ai réitéré que l'UIP demeurait "résolue à soutenir et à accompagner le Parlement égyptien", ajoutant : "Nous demandons instamment à l'Egypte de ne pas s'écarter de la voie qui la conduira dès que possible à la mise en place d'une véritable démocratie".

Sur la base des premières conclusions de la mission dépêchée en Jordanie par le Comité de l'UIP chargé de promouvoir le respect du droit international avec le concours du HCR, j'ai lancé un appel à l'ensemble des milieux parlementaires afin qu'ils appuient le Plan d'action régional n° 5 de l'ONU en faveur des réfugiés syriens et des collectivités qui les accueillent. J'ai également appelé les parlements un à un à engager les gouvernements à verser une contribution financière, même modeste, pour améliorer la situation des réfugiés syriens et atténuer la charge pesant sur les pays d'accueil.

Durant cette période j'ai effectué de multiples consultations avec l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM) et coordonne avec son Secrétaire général, notamment en ce qui concerne la Syrie.

Enfin, à l'invitation du Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale M. Zhang Dejiang, je me suis rendu en Chine début septembre, pour une rencontre bilatérale destinée à renforcer les liens de coopération entre cette grande nation et l'UIP. A Beijing, j'ai rencontré le Président Zhang Dejiang et de hauts responsables du Parlement, qui ont manifesté un grand respect pour l'UIP, qu'ils ont décrite comme la plus ancienne et la plus importante organisation internationale à laquelle la Chine était affiliée. La Chine a intégré l'UIP en 1984 et a depuis systématiquement envoyé des délégations à ses Assemblées. Elle a en outre organisé à Beijing la 96<sup>ème</sup> Conférence interparlementaire, en 1996, ainsi que la Conférence parlementaire sur l'OMC, tenue en marge de la Conférence ministérielle de l'OMC, à Hong Kong, en 2005.

Dernièrement, l'UIP a réalisé de grandes avancées, en particulier en ce qui concerne son rôle vis-à-vis de l'ONU, et la Chine souhaite participer davantage à ses activités. Les hauts responsables du Parlement se sont dits prêts à aider l'Organisation à mettre en œuvre sa stratégie pour 2012-2017. Comme l'UIP, la Chine a une position qui ne laisse place à aucune ambiguïté sur les conflits et en particulier sur le conflit syrien, où elle juge indispensable de trouver une solution politique par le dialogue et la négociation.

Le 15 septembre, j'ai fait une déclaration pour célébrer la Journée internationale de la démocratie. J'ai souligné qu'il n'y avait pas de vraie démocratie sans opposition politique forte et que les violences atroces et la dégradation de la situation en Egypte et en Syrie témoignaient de ce qui se produisait lorsqu'on ne laissait pas les citoyens exprimer leurs opinions et qu'on les tenait à l'écart des décisions politiques. J'ai en outre rappelé la nécessité d'encourager tous les secteurs de la société à prendre part à la vie politique et précisé que la solution aux nombreux crises et conflits auxquels le monde devait faire face aujourd'hui se trouvait dans une vie politique inclusive reposant sur le respect des différences.

En outre, au vu du thème retenu cette année : "Faire entendre les voix de la démocratie", j'ai souligné l'importance de respecter le droit de réunion pacifique pour tous et déclaré, à propos des mouvements de contestation, qu'ils constituaient une expression légitime des sentiments du public sur tel ou tel enjeu; et que, hormis les urnes, c'était souvent le seul moyen dont disposaient les électeurs pour s'exprimer et, avec un peu de chance, pour être entendus.

J'ai également participé aux activités organisées par le Parlement marocain autour de cette journée et prononcé un discours inaugural. Le Président de la Chambre des représentants et celui de la Chambre des conseillers ont tous deux pris part aux manifestations, et avec eux, les membres du Bureau ainsi que des représentants des différents groupes parlementaires et de la société civile, notamment d'organisations de représentation des femmes et des jeunes.

Toujours au mois de septembre, j'ai adressé une lettre au Premier ministre égyptien, auquel j'ai demandé de m'informer de l'évolution de la situation dans son pays. Je lui ai fait part de l'inquiétude de l'UIP quant aux derniers événements et quant au fait qu'il n'y avait pas progrès tangibles dans le sens du retour à la démocratie et du rétablissement d'un parlement élu.

Enfin, j'ai fait une déclaration dans laquelle j'ai appelé au respect de l'état de droit et du processus démocratique aux Maldives, en vue du deuxième tour du scrutin présidentiel. J'ai également pointé du doigt les actes de violence et d'intimidation qui y visaient des parlementaires et exhorté les Maldives à réaffirmer leur attachement à la démocratie. Enfin, j'ai dit que toutes les nations avaient leur part de conflits politiques et que ce qui séparait les démocraties efficaces de celles qui l'étaient moins, était leur capacité à gérer ce type de conflit dans le cadre de l'état de droit.